



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES (CONTRÔLE TECHNIQUE)



Cofinancé par l'Union européenne

Le mécanisme pour l'interconnexion en Europe

Mission de contrôle technique concernant les travaux de la rénovation et automatisation du système de manœuvre des six passes du barrage de Port-Mort situé dans l'Eure (27)

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage - Unité opérationnelle de Paris
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Intervenants	4
3.1 - Maîtrise d'œuvre	4
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
4 - Missions	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	4
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	4
5.2 - Durée du contrat	4
6 - Prix.....	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties Financières.....	5
8 - Avance.....	5
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	5
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
9 - Modalités de règlement des comptes.....	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement	6
9.3 - Rythme des règlements	6
9.4 - Délai global de paiement	7
9.5 - Paiement des cotraitants	7
9.6 - Paiement des sous-traitants	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
10.1 - Présentation des livrables.....	8
10.2 - Modifications techniques	8
10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	8
11 - Développement durable.....	8
12 - Garantie des prestations.....	8
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard	9
14.2 - Autres pénalités spécifiques.....	9
15 - Assurances.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
17 - Règlement des litiges et langues	11
18 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la réalisation d'une mission de contrôle technique (CT).

Marché de contrôle technique pour la rénovation des six passes du barrage de Port-Mort (27)

Lieu(x) d'exécution :

Le barrage de Port-Mort est un barrage de navigation situé dans le département de l'Eure (27940).
27940 PORT-MORT

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 5 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
P1	Avis sur le PRO, qui prendra en compte le rapport PRO que produira le MOE SETEC ISM.
P2	Elaboration Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT).
P3	Elaboration des avis sur les documents d'exécution, les notes de calculs et les documents méthodes.
P4	Examen sur chantier et avis sur les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.
P5	Elaboration du rapport final et rapport de réception partielle de contrôle technique avant la réception.
P6	Avis sur les travaux pendant la garantie de parfait achèvement.

L'articulation de ces phases par rapport à l'avancement global de l'opération est détaillée au 4.1.2 du CCTP de ce marché.

Le démarrage de chaque phase se fait dès réception par le contrôleur technique des documents soumis à son avis, et lors du démarrage de chaque phase opérationnelle nécessitant son intervention.

Les délais d'exécutions sont précisés à l'article 5 de l'Acte d'Engagement et au 14.2 du présent CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses technique particulières (CCTP) ;
- Décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Offre du titulaire.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre de l'opération est assuré par le groupement : SETEC ISM : ATELIERS 234 / BRL ingénierie.

Les informations concernant la maîtrise d'œuvre et ses missions sont écrites dans l'articles 1.2.2 du CCTP.

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau 2 sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
Av	Stabilité des avoisinants
F	Fonctionnement des installations
LE	Solidité des existants
VAMST	Installations électriques Vérification initiale des installations électriques

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le mois de juin 2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le mois de décembre 2029.

5.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois zéro (m0) visé en page de garde de l'acte d'engagement.

L'index de référence « I » choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du **présent marché** est le suivant :

ING : Ingénierie

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec :

I_{0-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance de 5% pourra être accordée dans les conditions définies par le R.2191-3 du Code de la Commande Publique.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Si

le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 10 %.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG PI.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures ont l'obligation d'être transmises sous forme dématérialisée et déposer sur le portail de facturation sécurisé « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusif de tout autre mode de transmission. Dans ces conditions, les factures déposées en dehors de ce portail seront rejetées.

Le montant de chaque acompte sera déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur sur la base de l'état d'acompte produit par le titulaire.

9.3 - Rythme des règlements

Les acomptes seront versés de la manière suivante :

Phase 1 - L'avis sur le PRO : Le contrôleur technique remet un avis sur le dossier PRO produit par SETEC ISM

Le paiement au forfait de cette prestation se fera à la remise de l'avis du contrôleur technique sur le PRO validé par le maître d'ouvrage.

Phase 2 - Le rapport initial du contrôleur technique (RICT)

Le paiement au forfait de cette prestation se fera à la remise du rapport définitif validé par le maître d'ouvrage.

Phase 3 - Les avis sur les documents d'exécution, les notes de calcul et documents méthodes

La périodicité des acomptes sera mensuelle, bimestrielle ou trimestrielle (à l'appréciation du titulaire). Le montant de chaque acompte sera déterminé par le RPA en considérant l'avancement des travaux de l'entrepreneur et sur la base d'un projet de décompte produit par le titulaire.

Phase 4 - Examen sur chantier et avis sur les ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle

La périodicité des acomptes sera mensuelle, bimestrielle ou trimestrielle (à l'appréciation du titulaire). Le montant de chaque acompte sera déterminé par le RPA en considérant l'avancement des travaux de l'entrepreneur et sur la base d'un projet de décompte produit par le contrôleur technique.

Phase 5 - Rapport final et rapport de réception partielle de contrôle technique avant la réception

Si pas de réserve, 100 % de la phase 5 après décision du RPA de réception des ouvrages ;

Ou, si réserves :

- 75 % de la phase 5 à la remise du premier rapport final contenant les réserves ;
- 25 % de la phase 5 à la remise du dernier rapport final levant toutes les réserves.

Phase 6 - avis sur les travaux pendant la garantie de parfait achèvement.

Le phase 5 fera l'objet d'un unique versement dans le cadre du solde du marché.

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- le contrôleur technique devra transmettre ses livrables uniquement par voie électronique ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour ;
- informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
- donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

10.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

La mission comportera les phases prévues au CCTG et dans la norme NFP 03-100 d'écrite dans l'article 4 du CCTP.

10.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase et missions du prestataire définie au CCAP.

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les travaux entrent dans le champ d'application de la garantie décennale, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités ci-dessous sont de 100 € par jour calendaire de retard, sauf pour la remise du rapport final qui s'élève à 500 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Avis sur le rapport du PRO produit par le MOE SETEC ISM	Journalière	100,00 €	Le point de départ du délai est la mise à disposition des documents par l'entreprise. Le délai d'exécution est de 10 jours ouvrés.
Remise du rapport initial du contrôleur technique (RICT)	Journalière	100,00 €	Le point de départ du délai est la mise à disposition des documents par l'entreprise. Le délai d'exécution est de 20 jours ouvrés.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Avis sur documents d'exécution	Journalière	100,00 €	Le point de départ du délai est la mise à disposition des documents par l'entreprise. Le délai d'exécution est de 5 jours ouvrés.
Avis sur documents techniques autres que d'exécution	Journalière	100,00 €	Le point de départ du délai est la mise à disposition des documents par l'entreprise. Le délai d'exécution est de 5 jours ouvrés.
Avis d'examen sur chantier et avis sur ouvrages	Journalière	100,00 €	Le point de départ du délai est le passage sur site. Le délai d'exécution est de 5 jours ouvrés.
Remise d'un rapport intermédiaire suite à une réception partielle	Journalière	100,00 €	Le point de départ est de 2 semaines à compter de la demande expresse du maître de l'ouvrage ou 2 semaines avant la visite de réception partielle, si cette date est postérieure.
Remise d'un rapport final	Journalière	500,00 €	Le point de départ est de 2 semaines à compter de la demande expresse du maître de l'ouvrage ou 2 semaines avant la visite des OPR, si cette date est postérieure.

Réception avec réserve, remise du rapport final amendé après levée des réserves	Forfaitaire	100,00 €	Le point de départ et le constat de la levée des réserves effectuée avec l'entreprise travaux et le maître d'œuvre. Le délai d'exécution est d'une semaine calendaire.
Rapport de contrôle des ouvrages ayant fait l'objet de travaux en période de GPA	Forfaitaire	100,00 €	Le point de départ et la visite sur site ou réunion effectuée à la demande du maître d'ouvrage. Le délai d'exécution est de deux semaines calendaires.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241.1 du code des assurances et d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

Le titulaire devra fournir une attestation de son assurance justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la mission. Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du présent marché.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles